

LE MOYEN-ORIENT

- Les conflits dominent la scène politique au Moyen-Orient.
- Le traité de paix israélo-égyptien a marqué un grand pas dans le processus de pacification, mais de sérieux problèmes subsistent entre Israël et ses voisins arabes.
- La tragique guerre civile qui continue de déchirer le Liban a compliqué le processus de règlement des différends régionaux. Elle a aussi détruit une économie autrefois prospère.
- La guerre entre l'Iran et l'Iraq, qui dure depuis quatre ans, a entraîné d'énormes pertes en vies humaines et en ressources matérielles, et elle continue de menacer le mouvement du pétrole dans le Golfe.
- La diminution des recettes pétrolières ainsi que la réduction ou le report subséquents de certains grands projets de développement dans la région du Golfe ont ralenti le rythme de la croissance économique. Mais ces problèmes n'ont pas modifié les occasions commerciales à plus long terme, surtout dans les États pétroliers.
- Les pays arabes continuent d'investir fortement à l'étranger, quoique nécessairement à un rythme inférieur à celui des années 70.

Dimensions canadiennes

- Les Canadiens sont vivement intéressés à voir s'instaurer la paix au Moyen-Orient, pour des raisons de sécurité internationale, dont la sécurité des approvisionnements en pétrole, pour le bien-être de l'État d'Israël et de ses voisins arabes et en raison des nombreux liens familiaux qui les unissent aux communautés de la région.
 - Pour ces raisons, nous avons persévéré dans nos efforts pour convaincre les parties à ces conflits de négocier un règlement à leurs différends.
 - Nous ne pouvons espérer exercer une influence décisive dans la région, mais la volonté que nous avons manifestée par le passé de contribuer aux efforts de paix a déjà jeté les fondements d'un éventuel rôle de médiateur.
 - Le Canada appuie fermement une solution juste et globale du différend israélo-arabe, fondée sur la résolution 242 du Conseil de sécurité qui reconnaît à tous les États, y compris Israël, le droit de vivre à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Il appuie également la réalisation des droits légitimes des Palestiniens, dont leur droit à une patrie à l'intérieur d'un territoire clairement défini, soit la Cisjordanie et la bande de Gaza.
 - Nos exportations globales vers le Moyen-Orient sont de l'ordre de 3 milliards de dollars par année, mais notre part du marché reste très petite. Nous devrions pouvoir accroître sensiblement nos exportations.
 - Nos principaux marchés ont été les États pétroliers. D'importants échanges commerciaux ont découlé du programme de coopération de l'ACDI pour le développement de l'Égypte. Avec un financement adéquat, il devrait être possible de trouver des marchés dans d'autres pays.
 - Notre part des investissements arabes à l'étranger est petite. Il est possible de l'améliorer.
-
- Nous avons 8 missions diplomatiques, commerciales et consulaires au Moyen-Orient.